

Mohamed BOUDIAF

**LETTRE
OUVERTE
AUX
ALGERIENS**

20 Juillet 1965

FRERE ALGERIEN,

Encore une fois, nous nous trouvons face à une situation nouvelle, tant nationale qu'internationale, qui commande à chacun d'entre nous de prendre position et de faire entendre sa voix.

C'est à ce titre que je parle maintenant, ainsi que d'ailleurs je n'ai jamais manqué de le faire en chaque occasion grave -et cela bien avant le 1er Novembre 1954. Pour mémoire, je ne citerai que la création du C.R.U.A au moment de la crise du M.T.L.O., le premier Conseil de la Révolution qui organisa et fut à l'origine du déclenchement de la guerre de Libération Nationale, le deuxième Congrès du F.L.N. en Août 1957 et la crise de l'été 1962. Toutes ces prises de position étaient l'expression d'un droit, celui qu'a tout Algérien d'intervenir dans les affaires de son pays; et ce droit est sacré. Il est à souhaiter que tous les Algériens désintéressés et courageux fassent de même, s'arrachent à leur réserve et interviennent dans le débat, avant que leur silence ne devienne faiblesse ou complicité. L'Algérie en a besoin ; son avenir en dépend en grande partie. En vue d'éviter toute interprétation malveillante, je précise que mon initiative d'aujourd'hui, comme toutes celles qui l'ont précédée, ne vise ni à solliciter un avantage personnel, ni à justifier ma propre action, ni, encore moins, à faire le procès de qui que ce soit. Mon but étant avant tout de servir une cause supérieure, tout mon effort tendra à être le plus objectif, le plus impartial possible pour répondre à cette volonté, si tant est que tout ce qui est humain puisse échapper complètement à l'imperfection.

L'USURE DU F.L.N. ET LES TACHES AU LENDEMAIN DE L'INDEPENDANCE -

Après exactement un siècle et trente deux années de colonisation, dont sept années et demi d'une terrible guerre, l'Algérie, au prix d'un effort gigantesque et de sacrifices immenses, est parvenue de haute lutte à reconquérir son indépendance. Cette dernière étape de son histoire, par les bouleversements qu'elle a engendrés, a eu des effets importants sur la situation que nous vivons depuis trois années. En effet, au bout de leur course, le F.L.N. et l'A.L.N. avaient cessé d'être les instruments au service de la révolution qu'ils étaient au début. Tous les problèmes complexes que posait la direction du peuple en lutte furent de plus en plus ignorés par les responsables, fixés à l'extérieur, et préoccupés d'abord de pratiquer un habile jeu diplomatique. Jamais de perspectives politiques nettes ne furent dégagées. On ne tenta guère de préciser dans quel rapport de forces pourraient s'engager valablement les négociations avec l'ennemi ; on omit aussi de fixer les limites des concessions tolérables en cas de compromis.

A aucun moment, les dirigeants n'envisagèrent quelle forme revêtirait le premier gouvernement de l'indépendance, ni quelles mesures immédiates il devrait appliquer pour consolider la liberté de l'Algérie et donner au

peuple, avide de travail et de sécurité, les premiers bénéfices matériels d'une indépendance chèrement acquise. Bref, ce furent l'imprécision et l'improvisation permanentes, une initiative presque totale étant laissée à une poignée de responsables incontrôlés.

Derrière ces oublis généralisés résidait un oubli plus grave, celui des capacités combattives et créatrices des masses algériennes, auxquelles on ne proposait, dans les dernières années de la guerre, aucun mot d'ordre, aucune forme de lutte. Et le F.L.N., qui le 1er Novembre avait su éveiller le patriotisme militant de l'Algérie, connu, en 1960, la pire humiliation réservée à une direction révolutionnaire : c'est en dehors de son initiative que les populations des grandes villes descendirent dans la rue, hâtant par leurs manifestations la fin du conflit.

Dans de telles conditions, l'unité de direction cessa vite d'exister. Devant la carence des dirigeants à définir une politique, chacun tenta de fixer une orientation qui lui était propre. Ainsi se créèrent des clans, qui, oubliant les objectifs de la Révolution, se comportèrent de plus en plus comme si la lutte du peuple algérien n'avait pour objectif que de les porter au pouvoir. Possédant une puissance financière et matérielle croissante, ces féodalités hâtèrent l'usure des hommes qui s'y rattachaient. A l'aube de l'indépendance, le F.L.N. n'était plus qu'un ensemble hétéroclite d'organismes juxtaposés, jaloux de leur autonomie. Les forces concurrentes entrèrent en compétition. Le rôle joué par les cinq détenus d'Aulnoy et en particulier par Ben Bella qui ne visait que le pouvoir, fut en la circonstance déterminant dans l'éclatement de la crise de l'Eté 1962.

Qui avait tort, qui avait raison ? L'histoire seule le déterminera. Mais ce qui demeure incontestable, c'est que depuis cette crise grave, toute l'entreprise fut faussée pour la simple raison qu'aucun des problèmes majeurs qui se posaient alors au pays n'avait été posé correctement et n'avait reçu un commencement de solution, répondant à la nature du pays comme à ses aspirations profondes. On aurait pu tolérer des hésitations, des erreurs même, à condition que le premier souci du nouveau gouvernement fût de créer un nouveau type d'Etat. Il fallait briser les structures de l'administration colonialiste, épurer radicalement les rangs de l'ancien fonctionariat - pour empêcher que les habitudes réactionnaires du colonialisme ne renaissent grâce à la subsistance du cadre qui les avait fait exister. Il fallait surtout établir de nouveaux rapports entre le gouvernement et le peuple, susciter les initiatives locales des masses, élever les travailleurs à un niveau de conscience suffisant pour qu'ils puissent contrôler utilement la politique de la Nation. Seule une transformation de cette envergure pouvait donner son plein sens à la conquête de l'indépendance : seule elle était susceptible de justifier aux yeux des masses les retards ou les compromis que pouvait imposer l'arriération économique de notre pays. C'est parce que la course aux postes grassement rémunérés a remplacé la promotion de cadres liés au peuple que le dégoût a saisi les meilleurs militants, créant un isolement fatal du pouvoir.

L'ECHEC DU BENBELLISME -

C'est dans ce cadre précis qu'il faut comprendre la négative expérience du benbellisme. Nous l'avons dit et nous le répèterons : parvenir au pouvoir est une chose et résoudre les problèmes complexes de l'Algérie en est une autre. Ni la démagogie, ni les professions de foi, ni les "chartes" - Tripoli, Alger - ne sont et ne seront les garanties d'une réussite. Celle-ci repose sur d'autres conditions - la mise en pratique réelle des décisions, l'élimination des pseudo-responsables incompetents, l'organisation des masses à la base.

../

Jamais rien de semblable n'a été réalisé par ceux qui ont eu et qui ont la charge du pouvoir. Nous reprendrons plus loin cet aspect. Pour l'instant, disons simplement que les trois années de la gestion benbelliste se sont soldées par un échec éclatant en dépit de quelques décisions valables et courageuses. Au nombre de celles-ci, il faut compter la reprise des terres de colonisation et la généralisation de l'auto-gestion. Dans un autre domaine, on ne peut non plus critiquer la politique de coopération avec la France et l'accord sur les hydro-carbures, qui peuvent permettre d'accélérer l'industrialisation de l'Algérie. Cependant ces mesures qui constituent un acquis digne d'être défendu, sont demeurées largement insuffisantes. Leurs effets bénéfiques ont été noyés dans une mer de gabegie bureaucratique. L'autogestion, par exemple, ne pouvait se maintenir que si elle devenait l'exemple d'un certain mode de règlement des affaires publiques, étendu à toutes les catégories d'algériens et, sous des formes diverses, à tous les secteurs de l'économie. Au lieu de cela, elle ne fut vite qu'un flot isolé, dans un monde hostile qui, par des pressions multiples, réduisit bientôt à la portion congrue les avantages du nouveau système.

A dire vrai, le but du pouvoir n'était pas de créer une nouvelle société en Algérie, mais de s'assurer des appuis dans des zones privilégiées. Tout a été fait, non dans le but de répondre à une situation donnée et avec le souci de la redresser, mais avec l'esprit de plaire, de flatter les sentiments et de tromper tant l'opinion intérieure qu'extérieure. Il ne pouvait résulter que l'inefficacité, la gabegie, les men songes et leur cortège d'arbitraire et d'injustice dans tous les domaines.

Durant les trois ans de ce règne, des coups rudes ont été portés à tout ce qui était capable d'apporter un élément novateur, des solutions originales. D'où l'effacement de tous les points de repère, la disparition des critères de valeurs, de la vérité historique et de la vérité tout court.

La politique tapageuse et coûteuse de prestige, les opérations démagogiques (cireurs, mendiants, l'arbre), la surenchère internationale, les élections préfabriquées, les congrès téléguidés, la domestication du parti et des syndicats, le mouchardage, la dépravation, des mœurs, les enlèvements et les arrestations souvent injustes, la pratique de la torture, le népotisme dans le choix des ministres et des hauts fonctionnaires de l'Etat, la guerre Algéro-Marocaine, autant de manifestations d'un régime vivant d'expédients et dont le résultat le plus probant est qu'il a mené l'Algérie au bord de la catastrophe, du discrédit international et de l'impasse.

LE COUP D'ETAT PEUT-IL CHANGER LE COURS DES CHOSES ? -

C'est sur ces entrefaits que le 19 Juin dernier, il a été mis fin à ce pourrissement par un coup d'Etat qui a eu au moins le mérite de lever le voile sur une réalité que d'aucuns ignoraient en partie, - qu'ils aient fermé les yeux pour se la dissimuler ou qu'ils aient calculé dans l'ombre pour attendre le moment de rejeter sur d'autres la grave responsabilité de cette ruine. Les termes de la proclamation des auteurs du renversement du 19 Juin sont à cet égard plus que significatifs et il est inutile de les reprendre ici. Dans ma déclaration du 5 Juillet j'ai souligné comme positif un aspect de la situation : l'élimination de Benbella et de son système que j'ai, depuis son avènement combattu, non sans dommages personnels. J'ai trop amplement connu, pendant de longues années, le personnage, pour me tromper sur ses capacités, sa soif du pouvoir, ses procédés inqualifiables. S'il a fallu trois ans à d'autres pour le découvrir, cela est loin d'être de notre faute.

En ma qualité d'opposant, hier au P.R.S. et aujourd'hui au C.N.D.R. je
.. /

trahirais mes positions antérieures et manquerais à mes engagements vis-à-vis d'un nombre important de militants si à cette occasion je ne précisais pas ma pensée et ne prenais pas position, sans restriction, ni esprit partisan. Je déclare une nouvelle fois ici que mon effort ne vise à régler aucun compte personnel, encore moins à décourager quiconque cherche à servir sa patrie et à oeuvrer dans le sens de ses intérêts, de son avenir et de son rayonnement. Cette tâche à n'en pas douter incombe à tous les algériens et je considère, en intervenant dans le débat par cet écrit, compte-tenu de ma position particulière et de mes moyens, que c'est une façon comme une autre d'apporter ma contribution à cette oeuvre nationale qui n'est la propriété de personne.

C'est pourquoi je me sens fort de réaffirmer qu'un pays appartient à tous ses fils et en particulier à ceux dont le but suprême a été depuis de longues années, de le libérer pour en faire une patrie heureuse et prospère, où chacun a son droit à la vie, à la liberté, à l'égalité, une patrie digne de son passé et de ses traditions, une patrie capable de s'enorgueillir auprès du monde de ses capacités à s'édifier et à se suffire en se donnant des institutions humaines, un Etat stable et fort - en un mot une patrie viable d'où seront écartées à jamais les crises périodiques et les épreuves, enfin une patrie où les générations futures trouveront la paix et des conditions d'épanouissement toujours plus grandes.

Pour atteindre cet objectif, un effort gigantesque est à attendre de tous, dans la justice, la clarté et la confiance. Dans cet ordre d'idées, qui a le droit d'exclure un quelconque citoyen de la cité de ses ancêtres ? N'en n'avons-nous pas fini avec les fausses accusations, les oppositions stériles, les haines ? L'édification du socialisme en Algérie fait naître des tâches nouvelles, infiniment plus complexes que celles de la lutte pour l'indépendance. Il était et il demeure normal que s'opère une redistribution des tâches, que des forces jeunes accèdent aux responsabilités. Mais la sélection et les éliminations qui découlent d'une telle réorganisation doivent s'effectuer selon des critères politiques et moraux indiscutables. Il faut à la fois se baser sur les organisations qui ont participé au combat et amener leur transformation, par un libre débat politique auquel doivent être associées les masses. Si l'on ne respecte pas ces critères, les rivalités de personne, les oppositions de clan, prennent la première place - et le jeu des arrivistes en est facilité d'autant. Les militants sont appelés à choisir arbitrairement et se retrouvent dans des camps opposés, sans que les motifs de leur division apparaissent clairement.

C'est ce qui s'est passé en Algérie dès les premiers jours de l'indépendance ; c'est ce qui s'est poursuivi chaque jour sous la domination de Benbella. N'avons-nous pas encore réalisé que c'est de la division des hommes valables que la porte a été grandement ouverte aux aventuriers de tout acabit, aux opportunistes impénitents et aux politiciens véreux qui à chaque occasion s'empressent de renier ce qu'ils ont adoré hier pour vendre leur âme au diable s'il le faut pourvu que cela leur permette de se hisser sans la moindre gêne aux postes, ministériels et autres. Ces trois ans n'ont-ils pas suffi à classer ces hommes dont l'opportunisme n'a d'égale que la servilité ? Est-il possible avec de tels individus de réaliser quoi que ce soit de valable ?

LES CONDITIONS DU SOCIALISME EN ALGERIE -

Ce constat dressé, où en sommes-nous exactement ? Quelles sont les principales tâches à accomplir et dans quel cadre faut-il les aborder ? Dès l'abord, certaines équivoques sont à lever. Contrairement à ce qui a été claironné, l'Algérie n'est pas un pays riche, encore moins un pays développé. D'autre part, les trois dernières années, loin de poser les problè-

mes sérieusement n'ont fait que les embrouiller, ce qui exige une remise en ordre sérieuse et rapide.

C'est de l'étude de ces données fondamentales que des solutions valables pourraient apparaître. Je me limiterai, dans ce domaine, à quelques appréciations générales, à partir desquelles un bilan restera à dresser si l'on veut sérieusement attaquer de front les difficultés qui se posent à tout pays insuffisamment développé.

Comme tous les pays du Tiers-Monde, l'Algérie qui a vécu longtemps sous un régime colonial se trouvait au seuil de son indépendance aux prises avec des problèmes ardu tant sur le plan politique, économique que social. C'est de l'appréciation de cette situation, de son évaluation qu'une approche sérieuse de ces problèmes peut se dessiner. Retenons à cet égard que, comme toute économie retardataire de type colonial, la nôtre présentait des contradictions d'importance :

a) l'existence d'un secteur moderne en face d'un secteur traditionnel, le premier n'ayant aucun effet d'entraînement sur le second ;

b) la prédominance de l'agriculture et la quasi-inexistence d'une industrie capable de répondre aux faiblesses et aux aléas d'une telle économie, elle-même soumise aux fluctuations du marché extérieur ;

c) la désarticulation entre le rythme de développement et la montée démographique ;

d) l'opposition entre les exigences de tout un encadrement national en personnel compétent et le pourcentage effrayant d'analphabètes.

Je me contente de ces points de repère à partir desquels tout un programme est à élaborer dans le but d'opérer une transformation des structures, hors de laquelle aucune politique n'est possible - si notre désir est de faire sortir notre pays de son retard et de l'arracher à son sous-développement.

En ce qui nous concerne, nous avons opté pour le socialisme et nous maintenons que c'est l'unique voie susceptible d'opérer ces changements radicaux. La question qui se pose est de savoir comment s'orienter vers le socialisme, comment le concrétiser à l'échelle du travail quotidien. Pour nous, le socialisme n'est pas un dogme établi en dehors de toute expérience ; il n'est pas une simple création de l'esprit, se traduisant par des slogans aussi vides de sens que dépourvus de portée pratique. Sous le gouvernement de Benbella, il était pourtant conçu ainsi. On a pu, de façon incontestable, juger les résultats de ce socialisme très spécifique.

Le socialisme, application d'une méthode scientifique aux réalités concrètes d'un pays et d'une époque, ne peut prendre forme que si certaines conditions minima sont réalisées :

1° - Un programme précis, qui ne soit pas seulement le catalogue d'objectifs lointains, mais la détermination concrète des étapes nécessaires pour atteindre le but fixé, des indispensables moyens à mettre en oeuvre - bref un programme qui assure une liaison vivante entre les nécessités quotidiennes du peuple et les tâches socialistes de demain.

2° - Un parti révolutionnaire socialiste, qui soit formé de militants conscients, en accord avec les objectifs du programme, et sélectionnés pour leurs capacités à agir dans les masses - c'est-à-dire un parti capable d'être une direction révolutionnaire.

3° - Une adhésion sans réserve des masses. Et leur consentement ne peut être acquis que par leur participation, la plus directe et la plus quotidienne possible, au règlement de tous les problèmes importants. Soulignons le terme participation, qui a peu de rapports avec le gouvernement par

meetings irresponsables. En toute impartialité, peut-on dire que ces conditions aient été réalisées à un moment quelconque depuis 1962 ?

UN PEUPLE TRAUMATISE ET MYSTIFIE -

Si telles sont les caractéristiques de notre pays et telles les conditions qui lui auraient permis de décoller, penchons-nous maintenant sur ce que nous pensons de la situation actuelle, après trois années d'erreurs, de gaspillage et d'imprévoyance. Sans aller au détail, ni revenir sur les circonstances de la prise du pouvoir par Benbella -et ce dans le seul but d'écarter la polémique et les sujets de friction- contentons-nous de schématiser la dite situation en vue de préconiser par la suite les solutions qui nous paraissent les plus urgentes, en tenant compte, bien entendu, des changements intervenus durant les trois ans de règne de Benbella.

Tout compte fait, il ressort qu'en dépit des quelques acquis signalés plus haut, acquis de principe plus qu'acquis implantés dans la réalité, l'Algérie se retrouve toujours exposée aux mêmes incertitudes et aux mêmes dangers, certains aggravés depuis. Avant de passer à l'esquisse du plan de redressement, jetons un coup d'oeil sur l'état d'esprit de notre peuple, sur son évolution et, partant, sur ses dispositions profondes.

Durant la longue période de colonisation, le peuple algérien a subi des transformations non négligeables qui méritent un examen sérieux, car elles ont influé sur sa nature et sur ses possibilités. S'il faut ajouter à cette imprégnation étrangère et à ses effets les conséquences de la guerre de libération nationale nous trouverons un peuple :

- traumatisé, durement atteint par des souffrances indescriptibles qui ont bouleversé sa structure sociale, sa culture, sa mentalité et l'ensemble de son comportement, sans fournir de valeurs de remplacement ;

- mystifié avant comme après l'indépendance à force de slogans, de mensonges qui lui ont fait perdre toute confiance dans les mots-d'ordre généraux ;

- découragé et sceptique, car depuis l'indépendance, il n'a accumulé que des déceptions. Malgré sa mobilisation, quasi-ininterrompue jusqu'en 1962, il a été brutalement écarté du pouvoir. Depuis, il est demeuré soumis à la pire des injustices, puisque pour la majorité de ses fils l'indépendance n'a signifié ni avantage matériel, ni liberté réelle. Comme par le passé, une minorité de prétendus responsables a continué à agir en dehors de lui, sans tenir compte un seul instant de la réalité de ses intérêts.

Cet état de fait évident explique le manque de réaction de nos masses à l'occasion de chacun des bouleversements nationaux en même temps qu'il confirme l'existence d'un vide qui s'élargit entre le pouvoir et les couches populaires, mécontentes et misérables. Cette coupure est d'autant plus dangereuse qu'elle ne peut dans les meilleures perspectives, que favoriser l'installation d'un régime dictatorial et préluder à des révoltes larvées ainsi qu'à un refus de plus en plus tenace à s'engager dans un processus quel qu'il soit et quels qu'en puissent être les promoteurs ou les animateurs. Cette réalité que tant d'observateurs impartiaux ont constaté ne peut se prolonger sans plonger le pays dans des crises aiguës, une instabilité aux conséquences incalculables. Il est grand temps de se ressaisir, de changer de cap en reprenant la situation à son origine et en s'attaquant sans faiblesse aux fondements du malaise.

A notre sens, rien ne peut être envisagé si l'on ne tient compte de cette psychologie particulière. Disons pour nous résumer que l'Algérie a besoin :

- d'une légitimité et d'une légalité qui soient basées sur l'accepta-
.../

tion par le peuple d'une politique révolutionnaire précise ;

- d'une cure de vérité, capable de restituer aux mots leur véritable sens, et aux responsables leur dimension et leur représentativité sur la base de critères révolutionnaires indiscutables ;

- d'une démocratie véritable fondée sur l'organisation démocratique des masses de la base au sommet ;

- d'une politique économique et sociale qui apparaisse comme juste, parce qu'elle améliorera d'abord le sort de la grande majorité de pauvres et de sans-travail ;

- enfin d'une stabilité basée sur un pouvoir honnête et représentatif à tous les échelons, par le truchement d'assemblées élues et responsables, au lieu des actuelles délégation spéciales sans fondements ni prestige.

QUELQUES MESURES CONCRETES -

En un mot, tout reste à faire. Et il est légitime que chaque algérien pose à ceux qui ont écarté Benbella une question fondamentale : visaient-ils à changer la face des choses, ou voulaient-ils seulement remplacer un individu par un autre, ou un groupe d'autres ?

Tout le problème est là, car, dans le second cas, les vainqueurs du 19 Juin seront entraînés, malgré l'intention de certains d'entre eux, dans un cycle infernal qui les mènera, de la collaboration sans principes avec l'impérialisme à la répression, qui isole du peuple toutes les dictatures. En Algérie, l'urgent est de baser le pouvoir sur la masse des ouvriers et des paysans. Ceux qui penseraient gouverner autrement retomberaient tôt ou tard dans les erreurs et les crimes qui ont provoqué la chute de Ben Bella.

Avant tout, l'Algérie a besoin d'une orientation politique concrète qui puisse être comprise par tous et qui permette à chacun de participer pleinement et consciemment à la vie politique et de comprendre le sens de son effort quotidien par une vision claire des objectifs poursuivis. La définition de cette orientation politique doit être le résultat de la réflexion et de l'action collective à l'échelle de la nation de telle façon que chaque citoyen, chaque militant se sente concerné, responsable dans l'édification commune.

Ni ce qu'on appelle à tort la Charte de Tripoli, ni la Charte d'Alger ne répondent à cette volonté, car l'une comme l'autre, n'offrent aucune garantie quant à leur application. Les éléments positifs qu'elles pouvaient contenir étaient annihilés par les platitudes, les inexactitudes ou les contre-vérités qui y étaient accumulées. Certes, l'option socialiste y était soulignée. Mais ces prises de position demeuraient purement théoriques : on ne fournissait aucun moyen de mettre en pratique les principes que l'on proclamait très haut. Au moment même où les agents de la contre-révolution agissaient à l'intérieur du parti, du gouvernement, de l'administration, les rédacteurs de la Charte feignaient de croire qu'une simple lutte d'idées, sans appel à l'arbitrage actif du peuple, pourrait suffire à désarmer les ennemis du socialisme. En fait, ces chartes - et plus particulièrement la Charte d'Alger - contenaient à la fois la timide esquisse d'une orientation socialiste et l'affirmation d'une politique réactionnaire. Cette contradiction reflétait les conditions dans lesquelles elles avaient été élaborées, celle d'une guerre de clan, d'un carrousel de compromis au sommet où chacun cherche à assurer sa position dans la course au pouvoir.

Quelle utilité révolutionnaire peut avoir semblable Charte? Il ne suffit pas de réaffirmer l'irréversibilité de l'option socialiste, ce qu'il faut, c'est s'attacher à rendre possible et nécessaire la marche vers le socialisme. Pour cela des mesures concrètes doivent être décidées dont le

.. /

double rôle sera d'une part de créer des conditions de plus en plus favorables à l'application d'une politique socialiste et d'autre part de prévoir et d'éliminer les obstacles qui peuvent en entraver la réalisation. L'effort devra porter dans trois directions à la fois :

POUR UNE PLANIFICATION SOCIALISTE -

1° - Il faut comprendre que la révolution socialiste est une oeuvre de longue haleine dont les étapes doivent être distinguées. L'improvisation, les mesures hâtives, les opérations démagogiques, même si elles présentent un caractère progressiste, doivent être bannies, car elles se retourneront inévitablement contre l'entreprise révolutionnaire et risqueront même de la compromettre. Une fois que l'on a une vision claire de chaque étape et des tâches qui lui sont propres, il s'agit d'oeuvrer pour en assurer la réussite et surtout de rassembler les moyens nécessaires à son succès.

Un tel choix suppose une connaissance parfaite des réalités internes du pays en même temps que des conditions extérieures, d'où la nécessité, à maintes reprises soulignées, de commencer par faire un bilan complet et un inventaire des ressources et des besoins, des possibilités et des moyens sans lesquels aucun effort de planification n'est possible.

La planification apparaît donc comme la condition première de l'édification socialiste. Mais, une fois encore, il faut s'entendre sur le sens des mots. Il est devenu courant, de nos jours, de parler de plan dans tous les pays sous-développés; et on songe aussitôt à l'élaboration mirifique de techniciens ultra-compétents, dotés des moyens de recherche les plus modernes. Malheureusement, la plupart des pays en cours de développement ne possèdent pas de tels moyens, et ceux d'entre eux qui veulent cependant singer les pays économiquement avancés en arrivant peu à peu à oublier l'essentiel, à savoir qu'un plan est un instrument de travail, au service d'une politique socialiste, au contenu clairement défini. Le plan ne peut être l'oeuvre des seuls techniciens, isolés dans la splendeur de leurs bureaux. Il doit être le résultat des efforts conjugués des masses, de leurs organisations politiques et syndicales, de leurs délégués locaux et de dirigeants conscients, dévoués et authentiquement révolutionnaires. Il ne doit pas être une pièce de musée, mais le moyen d'une transformation permanente de la société, par l'intermédiaire d'une prise de conscience des travailleurs qui l'exécutent et en contrôlent l'application.

Dans l'Algérie de 1965, le plan doit répondre à une théorie précise du développement économique. Il ne s'agit pas pour notre pays de s'industrialiser à n'importe quel prix ; nous ne gagnerons rien à publier périodiquement des bulletins de victoire, faisant état des progrès généraux de la production. Il faut d'abord créer les conditions pour que ces progrès profitent à tous - et d'abord aux plus déshérités. En fait, le premier objectif est d'éliminer les disparités et les contradictions qui opposent, au sein du peuple, les différentes couches de travailleurs et les différentes régions. D'abord, sortir de leur misère atroce la masse de nos paysans qui survivent à peine dans les terres pauvres, à agriculture traditionnelle. C'est pour cette raison que la réforme agraire et la réorganisation de la propriété rurale sous une forme collective - mesures dix fois promises et jamais appliquées par Benbella - doivent être accomplies sans tarder. En même temps, il faut s'occuper, pour les organiser et leur donner du travail, du très grand nombre de chômeurs qui végètent, dans les villes comme dans les campagnes.

Ces impératifs primordiaux impliquent déjà des choix draconiens dans les investissements, aussi bien que dans le budget de l'Etat. Toutefois, pour que ces options ne restent pas lettre morte, il est indispensable que se réalise la mobilisation des ouvriers et des paysans. D'autre part, le plan doit être vivant et dynamique. L'orientation qu'il doit avoir en direction des masses les plus pauvres peut impliquer des choix politiques

qui contredisent plus ou moins les choix techniques. De là des retards, des modifications de forme et de rythme qui doivent être effectuées en fonction des besoins du peuple ; et c'est le problème du contrôle des travailleurs sur l'application du plan qui est posé du même coup.

Nous reviendrons tout à l'heure sur les institutions qui peuvent permettre ce contrôle. Mais les institutions ne fonctionnent que dans la mesure où ceux qui y participent ont la ferme volonté de les faire vivre. Il faut donc que, par une explication permanente, simple et sans démagogie, les masses aient conscience des buts poursuivis, des obstacles qui parsèment la route, des sacrifices nécessaires. Un haut niveau de la conscience populaire est la condition d'une politique de développement socialiste. Il faut intégrer les masses dans le processus de planification et les intéresser à son succès. L'intéressement doit d'abord être économique. Les travailleurs devront bénéficier très rapidement de la planification et voir leur niveau de vie augmenter de façon sensible. C'est là la meilleure garantie pour obtenir un effort continu et des sacrifices accrus en vue d'augmenter la productivité et la production. Il faudra en outre intéresser politiquement les travailleurs à la tâche d'édification, au niveau local puis à tous les échelons, en leur confiant des responsabilités qui favorisent l'initiative individuelle et collective et qui suppriment la mauvaise habitude de tout attendre du sommet. La libération des producteurs par leur intégration politique et l'élévation sensible de leur niveau de vie, est la condition nécessaire pour envisager de nouvelles tâches de la révolution.

POUR UNE DEMOCRATIE VERITABLE ET DES INSTITUTIONS VALABLES -

2° - La définition d'une orientation politique doit s'accompagner de la mise en place d'institutions capables de garantir les acquis de la Révolution Socialiste. Aujourd'hui, l'Algérie n'a pas d'Etat. Le semblant d'institutions et de structures mises en place par Benbella pour légitimer ses pouvoirs s'est écroulé sous la poussée du 19 Juin. En fait, seules subsistent les anciennes structures de l'administration colonialiste, meublées souvent par ceux-là même qui étaient en place du temps de la colonisation. Loin de constituer la base d'un pouvoir révolutionnaire, ces vestiges du passé sont un obstacle à tout progrès vers le socialisme.

Il est inutile de s'étendre ici sur la constitution et les circonstances de sa fabrication, ses lacunes et ses contradictions ainsi que sur les organismes fantoches : assemblée, parti ... qui se sont liquéfiés lamentablement. En dehors de l'Armée, l'Assemblée, le gouvernement, le parti du néo-F.L.N. et ses instances supérieures, les syndicats et les organisations nationales se sont trouvés du jour au lendemain complètement déphasés, sans positions, ni partisans, ni troupes. Plus troublant a été le ralliement presque instantané de tous ces organismes au nouveau pouvoir. Ce phénomène mérite réflexion, parce qu'il signifie que le plus souvent ces changements ne sont que de surface et restent sans portée sur les véritables forces et les contradictions qu'elles renferment. Il n'est peut-être pas tellement inexact de penser que rien dans le fond n'a changé.

Il faut s'interroger sur les raisons de cette faillite. C'est parce que les institutions ont été une couverture pour justifier un état de fait et donner un semblant de légalité à des coups de force, en dehors de toute assise populaire, qu'elles n'ont été respectées ni par ceux qui les ont fabriquées ni par ceux auxquelles elles étaient censées s'adresser. Des véritables institutions doivent avoir des racines profondes, répondre à des exigences historiques et politiques bien définies. Pour être viables et durables elles doivent être plus qu'un cadre juridique et formel ou un mode de fonctionnement, elles doivent correspondre à la fois à la réalité algérienne, à l'orientation politique, aux perspectives d'avenir. Elles

doivent obéir à un double impératif :

- doter le pays d'organismes de contrôle de l'appareil d'Etat par les masses. A cet égard, il importe que la base permanente du pouvoir soit, dans les villages et les quartiers des grandes villes, le collectif démocratique des travailleurs, habilité à régler les problèmes relevant de sa compétence, mais appelé aussi à se prononcer sur les grandes questions d'intérêt national;

- créer un cadre qui permette l'élaboration, la prise de décision et l'application de mesures révolutionnaires et qui puisse garantir les droits acquis. En premier lieu, il faudra épurer sévèrement tout l'appareil d'Etat et créer une administration dont le premier souci sera d'être en contact permanent avec le peuple. Il faudra procéder à des épurations et des promotions régulières de cadres, pour éviter que ne se constituent, dans tel ou tel secteur, des féodalités coupées des masses. Il y a moins à craindre de promouvoir un travailleur dont les compétences sont restreintes au départ, que de maintenir en place un fonctionnaire expérimenté mais corrompu. Il importe donc d'entreprendre une réforme de l'appareil diplomatique trop coûteux ; il faut réduire les différentes polices Il faut restreindre les dépenses consacrées à la Défense Nationale.

Je suis conscient de ce que peuvent soulever de pareilles critiques. Pour moi, cela n'est pas nouveau, car il y a fort longtemps que j'ai déjà été taxé d'être aveuglément contre l'Armée - ce qui est tout à fait inexact. J'ai déjà dit plus haut que mon souci est avant tout de proposer des solutions qui répondent à l'intérêt supérieur de la Nation. Si cela doit me valoir d'être mal compris, je n'y peux rien. L'Armée, à mes yeux, est formée d'Algériens, tous enfants de ce peuple et dont l'avenir ne peut se dessiner à part, ni différemment, de celui de l'ouvrier, du paysan et de l'artisan de nos villes et de nos campagnes. Le pire pour tous les algériens, serait que l'Armée, au lieu de se fondre dans le peuple, qui devra prendre en charge sa propre défense, se fige en une caste privilégiée. Il faudra ne pas oublier ce danger quand nous déciderons demain des structures de notre Défense Nationale. Peu importe la forme que prendront les institutions dans le détail si ces deux impératifs sont pris en considération.

Mes remarques veulent souligner l'importance capitale du problème institutionnel. Si elle ne se donne pas une constitution sérieuse, l'Algérie restera pour longtemps dans le provisoire - ce qui ne manquera pas d'avoir les plus graves répercussions sur sa stabilité interne, son influence internationale et son prestige dans le Tiers-Monde. La Constitution devra être autre chose qu'un amalgame de morceaux de Constitution ; elle devra être adaptée aux réalités du pays et à nos choix politico-économique ; elle devra être autre-chose qu'un cadre vide et desséché, destiné à être foulé aux pieds ; elle devra avant tout fixer le rôle et les tâches de l'appareil d'Etat, ses rapports avec le Parti et le Syndicat.

L'Etat et l'Administration doivent être nettement différenciés du Parti. L'Etat doit être au service de la Nation, qu'incarne le peuple travailleur. Dans notre pays, où l'analphabétisme de la majorité fait de la minorité cultivée une couche privilégiée, où la faiblesse des ressources crée la pénurie et, en conséquence, la soif d'avantages matériels, où les nécessités du développement obligent à concentrer les décisions entre les mains de l'Etat, le plus grand risque est que l'appareil administratif se transforme en une couche sociale privilégiée, défendant ses intérêts propres, opposés à ceux du peuple. Par ce biais, pourrait s'instaurer, en collaboration avec l'impérialisme international, un régime de capitalisme d'Etat. Il faut combattre ce danger ; et la meilleure garantie est l'existence d'une démocratie politique.

Le régime de l'Algérie révolutionnaire, en marche vers le socialisme, doit donc être un régime démocratique. Actuellement, 90 % de la population ne dispose d'aucun droit politique et n'ont aucune expression politique. Pourtant, la masse paysanne et les chômeurs sont numériquement et potentiellement la force sociale principale de notre pays. Or, ces énergies sont aujourd'hui muselées, abruties par la propagande mensongère, maintenues hors du coup...; c'est de la libération de ces énergies inépuisables, de leur intégration dans la vie politique du pays, du dégagement de leurs avant-gardes, que dépend le sort du pays.

Aussi la démocratie doit-elle être réalisée dans les rangs des masses, par les manifestations les plus tangibles: liberté de parole, d'association, de réunion, liberté d'élire les responsables, à tous les niveaux. Ce n'est qu'à ce prix que les masses se sentiront à nouveau concernées et seront à nouveau en mesure de se mobiliser. Les masses devront savoir à tout moment où va le pays, quel est l'état des finances, quel est le chiffre de son armée... et ainsi de suite. Alors seulement l'on pourra briser les féodalités politiques et les clans, détruire la crainte, la pusillanimité, vaincre les résistances et la passivité. Ce n'est qu'au contact de la réalité et des responsabilités que les algériens seront des citoyens à part entière, à partir desquels se dégagera une avant-garde, et que disparaîtra le "beni-ouiouisme", le conformisme et la soumission.

Ce n'est qu'une fois ces conditions réalisées que le pouvoir pourra bénéficier du soutien et de la confiance populaire.

POUR UN PARTI D'AVANT-GARDE - POUR UN SYNDICAT REVOLUTIONNAIRE AUTONOME -

3° - En troisième lieu, il s'agit d'organiser les forces sociales, qui entreprendront et poursuivront l'effort révolutionnaire : ce qui nous amène à parler du Parti et du Syndicat.

Tout le monde parle de la nécessité d'un parti révolutionnaire pour diriger la marche vers le socialisme. Il faut bien reconnaître qu'un tel parti n'existe pas en Algérie, les tentatives du pouvoir en vue de "fabriquer" un parti se sont toutes soldées par un échec, et elles échoueront encore tant que l'on croira qu'il suffit pour édifier un Parti de désigner arbitrairement un secrétariat ou un bureau politique et de lui attribuer des crédits. On aboutira inévitablement à un rassemblement de parasites et d'opportunistes qui viennent rechercher les avantages et qui ne peuvent inspirer aux masses que dégoût et crainte. Par trois fois en trois ans, la direction du pseudo-parti du F.L.N. a varié, chaque nouveau responsable nous apprenant que le précédent parti était composé "d'authentique racaille" ou qu'il était un corps composé de 8.000 fonctionnaires où régnaient "l'arbitraire, le népotisme, .. les féodalités ..." Quand donc tirera-t-on les leçons des échecs ?

Un Parti révolutionnaire naît des nécessités de la lutte, de la prise de conscience politique des masses. Il se fortifie, se purifie dans le combat pour la défense de ses objectifs. Une fois parvenu au pouvoir, le Parti est très vulnérable car il est menacé par la ruée des opportunistes, par la bureaucratisation, par la confusion des tâches politiques et des tâches administratives. Pour lutter contre ce danger, le Parti doit être lié aux masses. Pour ce faire, il doit être l'animateur de la démocratie de masse : c'est dans les collectifs populaires qu'il pourra, par la discussion et la persuasion, faire triompher son orientation, dont la justesse ne peut être vérifiée que par l'adhésion des travailleurs. C'est dans ces collectifs également, véritables organismes de contrôle politique, qu'il pourra trouver ses meilleurs militants, les plus dévoués, les plus soucieux et les plus informés des aspirations populaires. Fort du

../

soutien des ouvriers et des paysans, le Parti devra encore respecter scrupuleusement les règles de la démocratie, garantissant l'efficacité de la discipline collective par le respect des opinions, même divergentes, exprimées dans les discussions internes. Il aura pour tâche de se distinguer de l'Etat, en n'admettant, à aucun niveau, le cumul des responsabilités de Parti avec les responsabilités administratives. Ainsi l'Algérie connaîtra-t-elle un authentique parti d'avant-garde, dont les militants ne constitueront pas une caste à part, coupée des masses, dotée de privilèges politiques et économiques.

Mais, malgré toutes ces précautions, il faut, pour éviter les embûches, créer un contrepoids à l'influence du Parti. A mon avis, seul le syndicat est en mesure de jouer ce rôle de contrepoids. C'est pourquoi je m'élèverai avec force contre certaines idées, fort répandues même chez des militants syndicalistes, selon lesquelles, dans un pays sous-développé, engagé dans un processus révolutionnaire, le syndicat doit être une courroie de transmission du Parti unique et avoir seulement des tâches de gestion économiques. Cette conception ne rend service ni au parti, ni au syndicat, ni bien entendu à la révolution. Le rôle du syndicat dans un processus révolutionnaire est de tout premier plan dans la mesure où en tant qu'organisation de masse des travailleurs, il est plus à même d'exprimer leurs revendications immédiates. A ce titre, il doit se distinguer totalement du Parti, ce qui n'exclut évidemment pas qu'il existe entre eux des rapports étroits. Un syndicat fort, autonome, démocratique, est la meilleure garantie de l'effort révolutionnaire. Seul il permettra la synthèse permanente entre les aspirations des masses et les impératifs technico-politiques du développement.

QUELQUES PRINCIPES DE POLITIQUE EXTERIEURE -

Notre politique internationale ne peut être que le complément de notre politique intérieure et l'expression de son orientation. La réalité de l'Algérie, son passé, sa civilisation et sa tradition, sa position géographique doivent constituer le cadre dans lequel s'exprimera sa politique extérieure socialiste.

Au terme de la lutte de libération nationale, l'Algérie avait réussi à bénéficier d'un grand prestige sur le plan international. La détermination et le courage du peuple algérien avait forcé le respect de ses adversaires et l'admiration de ses amis. Tous les yeux étaient fixés sur nous et l'expérience originale dont notre pays aurait pu être le terrain aurait certainement eu valeur d'exemple. Elle aurait permis de modifier certaines structures et certains rapports entre nations. Notre position privilégiée à la fois dans le Maghreb, le monde Arabe et l'Afrique, nous permettait d'aborder avec assurance nos relations avec les grandes puissances. Les pays socialistes, après avoir soutenu notre lutte de libération nationale, se devaient d'apporter leur concours à notre tâche d'édification sociale. Les pays occidentaux devaient aussi compter avec nous et avec notre position particulière et engager avec nous des relations de coopération et dans le respect de notre indépendance.

Toutes ces chances et ces possibilités ont été gâchées, car une politique extérieure ne peut être isolée de la situation intérieure, les carences et les faiblesses internes se sont répercutées sur nos relations avec les autres nations. La recherche des succès faciles, le manque de cohérence, la médiocrité, l'opportunisme, ont relégué à l'arrière plan les véritables victoires et les conquêtes positives. En moins de trois ans et malgré un effort de représentation diplomatique coûteux et hors de proportion avec nos possibilités, nos positions se sont affaiblies et nous risquons de devenir un enjeu des luttes d'influence. Aujourd'hui, l'Algérie

../

a le devoir pour elle, pour le Maghreb, pour le monde Arabe et l'Afrique, de reconquérir ses positions, elle ne doit pas craindre de prendre des initiatives réelles. Il faut en finir avec les conférences stériles, les vaines palabres et les voyages innombrables. Aujourd'hui, il faut repartir de très bas, et d'abord, définir des lignes directrices, des principes d'action.

La première base de notre politique extérieure doit tendre opiniâtrement à faire le Maghreb Arabe avec nos frères Marocains et Tunisiens. Il existe entre eux et nous un contentieux, séquelle de la colonisation, qu'il faut vite dépasser en ayant le courage et la détermination de le résoudre dans l'intérêt général, par des voies pacifiques. Nous conquerrons ainsi une position de force qui nous permettra d'agir efficacement dans le monde arabe et, plus généralement, dans tout le Tiers-Monde.

Nous sommes obligés de mettre l'accent sur les rapports avec la France. Il est de l'intérêt de cette dernière, malgré son ancienne position de colonisatrice, de respecter notre indépendance et nos options socialistes. Il est possible de mener une politique de coopération, qui ne nous aliène à aucune sorte de néo-colonialisme. Bien plus, l'expérience des trois dernières années, menée avec des techniciens de toute nationalité, ne laisse aucun doute sur la qualité particulière de l'aide que peut apporter la France dans plusieurs domaines, et en particulier dans ceux de l'éducation, de la santé, de l'habitat, etc... Je ne crains pas d'insister sur cette nécessaire coopération, sur son extension même, car, en définitive, la capacité de l'Algérie à mener une telle politique, sans qu'il en résulte de dommages pour son indépendance, dépendra de l'ampleur de la mobilisation des masses vers le socialisme et non de critères juridiques extérieurs.

Avec tous les autres pays du monde nos rapports devront être des plus nets et des plus francs, sans discrimination ni provocation gratuite. Nous sommes et resterons les ennemis du colonialisme et de l'impérialisme, les amis et les appuis de tous ceux qui luttent pour leur liberté sans que cela puisse justifier de notre part une surenchère dont l'Algérie n'a que faire.

FRERE ALGERIEN,

Je ne peux terminer cette trop brève revue des problèmes de notre pays sans aborder une dernière question, et pas la moindre. Une définition politique, l'installation d'institutions harmonieuses et honnêtement équilibrées ne peuvent devenir réalité que si elles sont servies par un matériel humain adéquat. Le pays a tellement souffert des divisions, des oppositions stériles qu'il devient urgent, au risque d'une asphyxie, d'arrêter des critères, de lever les interdicts et d'ouvrir la porte à toutes les personnes dont le passé, les positions et l'attitude ont été, pendant la guerre de libération, et les trois dernières années, dignes du militantisme le plus authentique. Beaucoup de suspensions, de malentendus ont fait que des hommes politiques honnêtes, de jeunes cadres d'avenir ont été exclus sans raison valable de la gestion du pays par le régime de Benbella.

Par contre, nombre d'individus, hier comme aujourd'hui, hauts placés, ne doivent leur promotion qu'à leur virtuosité à changer de camp à chaque occasion. Combien parmi ceux-ci étaient avant le 19 Juin Benbellistes acharnés ou tout simplement discrédités, et aujourd'hui, membres des instances supérieures du pays. Si nous en sommes encore là et si ces procédés ont toujours cours, on peut affirmer sans risque de nous tromper que l'Algérie est loin, bien loin de s'arracher au boudoir dans lequel l'ont enlisée les ambitieux et les aventuriers. En outre, durant les trois ans

d'un régime corrompu une mentalité est née, laquelle a engendré le népotisme et le favoritisme à tous les niveaux, instituant comme règle d'or la complaisance, le silence, le laisser-aller et le gaspillage. Qu'en sera-t-il demain de ces mœurs ? Jusqu'à ce jour, en dehors de l'écartement de quelques individus, le même personnel demeure en place avec certes, quelques rajouts, sans importance ni portée. Comment ne pas redouter que le mouvement du 19 Juin, à moins de preuves contraires, ne se limite qu'à un sordide règlement de comptes -sans plus. Dans ce cas, il est inutile d'en attendre le moindre changement ni d'en escompter un quelconque espoir.

FRERE ALGERIEN,

Au terme de cette lettre, et en dépit des réserves que j'y ai soulignées et qui me paraissent toutes fondées, je formule l'espoir de voir notre pays, averti par l'expérience passée, se redresser et retrouver son souffle et sa confiance dans l'avenir.

Je n'ai pas la prétention d'avoir touché à tous les problèmes, ni d'avoir préconisé des idées au-dessus de toute critique. Cependant, je reste convaincu de l'urgence d'une transformation radicale de tout ce qui a été fait jusqu'à présent. Le départ de Benbella et de quelques-uns de ses affidés ne résoud rien. Avec lui doit disparaître un état d'esprit, une mentalité, un style qui ont causé tant de mal au pays. Avec lui doit disparaître la lutte des castes et des clans, la torture et les tortionnaires, la corruption et les voleurs, les accusations mensongères et les jugements arbitraires.

L'Algérie est lasse des épreuves et notre peuple las de ces retournements qui desservent ses intérêts et limitent de plus en plus ses possibilités. Il est temps que chaque citoyen recouvre ses pleins droits et agisse librement.

Que les prisons s'ouvrent aux derniers condamnés dont l'opposition au régime défunt ne peut plus justifier la prolongation de leur détention. Quant à Benbella, que son sort soit réglé par une juridiction nationale devant laquelle toutes les garanties d'impartialité lui seront accordées et devant laquelle il aura à répondre de toutes les accusations qui sont portées contre lui. Bien qu'il ait tout fait en son temps pour souiller la justice et protéger les tortionnaires, ce n'est pas une raison pour le suivre sur ce chemin et d'en faire gratuitement un martyr.

Mais surtout que chaque algérien, paysan, ouvrier, chômeur, intellectuel garde en mémoire que le sort du pays dépend de l'effort de tous. Il n'y a pas de solution miraculeuse à attendre du nouveau régime. Que partout, dans les campagnes et les villes, les travailleurs se rassemblent, s'organisent, définissent leurs revendications, choisissent les moyens de les faire triompher. Le Parti, comme le gouvernement révolutionnaire de demain naîtront de cette mobilisation qu'il faut entreprendre sans tarder.

L'Algérie sera définitivement sauvée le jour où chacun de ses fils, sans attendre de directives du sommet, criera très haut, avec ses frères, sa volonté de prendre en mains les affaires de la Patrie.

Que ce jour soit prochain.

20 Juillet 1965

Mohamed BOUDIAF